



**PRÉFET  
DE VAUCLUSE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale de la  
Protection des Populations du Vaucluse**

Service Santé Protection Animale Environnement  
service de l'Etat en Vaucluse DDPP de Vaucluse  
DDPP  
Cedex 9  
84905 Avignon

Avignon, le 17/12/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/08/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SPA VAUCLUSIENNE**

Route du Petit Pigeolet  
84800 L'Isle-Sur-La-Sorgue

Références : 240822\_INSPICPE  
Code AIOT : 0006411013

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/08/2024 dans l'établissement SPA VAUCLUSIENNE implanté Route du Petit Pigeolet 84800 L'Isle-sur-la-Sorgue. L'inspection a été annoncée le 08/08/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SPA VAUCLUSIENNE
- Route du Petit Pigeolet 84800 L'Isle-sur-la-Sorgue
- Code AIOT : 0006411013
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Initialement fondée à Avignon en 1933, la SPA Vauclusienne est la plus ancienne association de défense des animaux du département du Vaucluse et est reconnue d'utilité publique.

Le refuge du Petit Pigeolet est créé en 1968 sur les communes de l'Isle-sur-la-Sorgue et de Saumane-de-Vaucluse sur une propriété de 28 hectares léguée à l'association.

Les activités réalisées sur le site sont variées, parmi elles, deux activités sont distinctes : la fourrière et le refuge.

La SPA Vauclusienne accueille des animaux trouvés errants sur la voie publique, des animaux abandonnés ou encore saisis ou placés sous séquestre. Ces animaux sont majoritairement des chiens et des chats, quelques animaux de rente (chevaux poney, caprins, ovins) peuvent également y être hébergés.

La SPA Vauclusienne dispose d'un arrêté préfectoral portant autorisation d'exploiter n°1530 du 28/07/1998 pour un effectif de 250 chiens. Aujourd'hui, elle est soumise à enregistrement au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement depuis la modification de la rubrique 2120 (élevage, vente, transit, garde, détention, refuge, fourrière, etc. de chiens). Au titre de l'antériorité, les prescriptions de son arrêté préfectoral lui restent applicables.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Effectif	Arrêté Préfectoral du 28/07/1998, article 1	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Eau	Arrêté Préfectoral du 28/07/1998, article 6	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Localisation	Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 4	Demande d'action corrective	2 mois
6	Prévention des accidents et des pollutions	Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 7	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
7	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 11	Demande d'action corrective	15 jours
9	Déchets et animaux morts	Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 28	Demande d'action corrective	2 mois
11	Surveillance des émissions	Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 31	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Effluents	Arrêté Préfectoral du 28/07/1998, article 4	Sans objet
5	Prévention des accidents et des pollutions	Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 6	Sans objet
8	Prélèvements et consommation d'eau	Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 14	Sans objet
10	Déchets et animaux morts	Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 29	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de l'inspection réalisée en présence du Président et de la Responsable du pôle animalier de la SPA Vauclusienne, sept non-conformités ont été identifiées par l'inspection des installations classées concernant des points de contrôle précis relatives à l'effectif, à l'eau, à la localisation, à la prévention des accidents et des pollutions, au dispositif de rétention des pollutions accidentelles, aux déchets et animaux morts et enfin à la surveillance des émissions.

Ces constats conduisent l'inspection à demander à l'exploitant d'engager des actions correctives et justificatives. Le non-respect des prescriptions faisant l'objet de demandes d'actions correctives peut conduire l'inspection à proposer à monsieur le Préfet de Vaucluse d'engager les suites administratives prévues à l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

De plus, parmi ces non-conformités certaines font l'objet d'une mise en demeure concernant les points suivants :

- Effectif ;
- Prévention des accidents et des pollutions ;
- Surveillance des émissions.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Effectif

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/07/1998, article 1
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Effectif
<b>Prescription contrôlée :</b>  La Société Protectrice des Animaux vauclusienne est autorisée à exploiter un refuge pour animaux et notamment un chenil pouvant détenir 250 chiens au lieu dit le Petit Pigeolet route de Fontaine de Vaucluse à L'isle sur la Sorgue.
<b>Constats :</b>  Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables aux installations classées soumises à enregistrement sous la rubrique 2120 soit pour la détention de 51 à 250 animaux. Selon la liste d'animaux présents sur le site aux dates ci-dessous : 19/01/2024 : 313 (dont 23 en famille d'accueil) 06/06/2024 : 328 (dont 28 en famille d'accueil) 22/08/2024 : 322 (dont 33 en famille d'accueil)  Un dépassement régulier et permanent du nombre d'animaux autorisés à être présents sur le site est constaté dans la mesure où l'arrêté préfectoral fixe à 250 le nombre maximal de chiens susceptibles d'être présents sur site. Par ailleurs, la nomenclature des ICPE fixe les seuils de classement administratifs suivants en fonction des effectifs maximums de chiens présents sur site :  Plus de 250 animaux : Autorisation De 51 à 250 animaux : Enregistrement De 10 à 50 animaux : Déclaration  La présence de plus de 250 chiens sur le site de la SPA Vauclusienne soumet cette dernière au régime de l'autorisation ICPE au titre de la rubrique 2120. Or, la SPA Vauclusienne ne dispose pas de ladite autorisation.  Il est proposé de mettre en demeure la SPA Vauclusienne de régulariser sa situation administrative soit en déposant un dossier de demande d'autorisation soit en cessant partiellement son activité pour revenir à un effectif maximal de chiens présents limités à 250.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 2 : Effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/07/1998, article 4
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Gestion des effluents
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'ensemble des effluents de la SPA sera dirigé dès que possible vers la station d'épuration communale de L'Isle sur la Sorgue. Ces rejets feront l'objet d'une convention signée avec le gérant de la station.
<b>Constats :</b>  Les effluents du site de la SPA Vauclusienne sont canalisés vers la station d'épuration communale.

Ce rejet est encadré par une "Convention Spéciale de Déversement des eaux usées de la S.P.A. au réseau d'assainissement" avec la commune de L'ISLE SUR LA SORGUE. La convention est reconduite tacitement chaque année et a été communiquée à l'inspection des Installations Classées.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Eau

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 28/07/1998, article 6

**Thème(s) :** Élevage, Eau Forage

**Prescription contrôlée :**

L'eau du forage utilisée pour les besoins du centre sera analysée au moins une fois par an et par un laboratoire agréé.

**Constats :**

Un forage existant a été supprimé au cours de l'année 2023 pour les raisons suivantes :

- le forage se trouvait trop près des enclos abritant les chevaux
- le forage se trouvait sur le nouveau projet d'une création d'un cabinet Vétérinaire

Cependant aucune information concernant l'arrêt et la suppression du forage n'a été communiqué au préfet.

Un nouveau forage a été construit et mis en service à la fin de l'année 2023. Bien que la demande de création d'un nouveau forage ait été inscrit dans le porter à connaissance 2022. Il fera l'objet de prescriptions à venir lors d'un nouvel arrêté préfectoral en fonction des avis de la DDT et de l'ARS.

A la mise en route de ce nouvel ouvrage, des analyses ont été réalisées en mai 2024 dont les conclusions du laboratoire indiquent que l'eau n'est pas potable. En attente de complément d'analyses, la SPA indique qu'elle utilise des bonbonnes d'eau. Or il a été constaté sur le site l'utilisation de l'eau du forage.

Justificatif attendu : un rapport des travaux précisant les modalités de comblement, la date de début et de fin des travaux, les informations sur l'état des cuvelages ou tubages et de la cimentation de l'ouvrage, les techniques ou méthodes qui ont été utilisées pour réaliser le comblement.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

### N° 4 : Localisation

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 4

**Thème(s) :** Élevage, Implantation

**Prescription contrôlée :**

Les bâtiments d'élevage, les annexes et les parcs d'élevage sont implantés à une distance minimale de :

100 mètres des habitations des tiers (à l'exception des logements occupés par des personnels de l'installation) ou des locaux habituellement occupés par des tiers, des stades ou des terrains de camping agréés, ainsi que des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers ;

35 mètres des puits et forages, des sources, des aqueducs en écoulement libre, de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux, que les eaux soient destinées à l'alimentation en eau potable ou à l'arrosage des cultures maraîchères, des rivages, des berges des cours d'eau ;

200 mètres des lieux de baignade (à l'exception des piscines privées) et des plages ;  
500 mètres en amont des piscicultures et des zones conchylicoles. Des dérogations liées à la topographie et à la circulation des eaux peuvent être accordées par le préfet.

En cas de nécessité et en l'absence de solution technique propre à garantir la commodité du voisinage et la protection des eaux, les distances fixées ci-dessus peuvent être augmentées.

Les parcs d'ébat, de travail et d'élevage sont implantés sur des terrains de nature à supporter les animaux en toutes saisons, maintenus en bon état, et de perméabilité suffisante pour éviter la stagnation des eaux. Toutes les précautions sont prises pour éviter l'écoulement direct de boues et d'eau polluée vers les cours d'eau, le domaine public et les terrains des tiers.

**Constats :**

Les bâtiments d'élevage, les annexes et les parcs d'élevages sont implantés à une distance minimale réglementaire.

Toutefois, il a été constaté que les 3 boxes qui font l'objet d'un contentieux où il a été ordonné par le Tribunal de leur destruction sont toujours en place. L'état de ces boxes ne permet pas le placement de chiens et est utilisé à d'autres usages tel que le stockage d'aliments et de l'entreposage de la benne bleue déchet servant à stocker les excréments de chiens dans l'attente de l'enlèvement par leur prestataire SUEZ.

Il a été constaté :

- des excréments au sol ;
- la benne, bien qu'hermétique, débordait de sacs de telle sorte que les portes ne sont pas fermées sur le dessus (nuisance olfactive) ;
- le sol n'est pas tenu propre et n'est pas en bon état (fissures constaté) ;
- aucune canalisation au sol pour récupérer des eaux de lavage.

Action corrective attendue : Évacuation des déchets et mise en l'état propre et entretenu.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 5 : Prévention des accidents et des pollutions**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 6

**Thème(s) :** Élevage, Produits dangereux, de désinfection et de traitement

**Prescription contrôlée :**

La présence dans l'installation de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.

Les produits de nettoyage, de désinfection, de traitement, le fioul et plus généralement les substances et mélanges dangereux pour l'environnement ou la santé sont stockés dans un local réservé à cet effet ou dans une armoire étanche fermée à clef, et dans des conditions propres à éviter tous risques pour la sécurité et la santé des populations avoisinantes et pour la protection de l'environnement.

Des dispositions sont prises pour qu'en cas d'accident il ne puisse pas y avoir déversement de matières dangereuses dans les égouts publics ou le milieu naturel.

**Constats :**

Les produits de nettoyage/désinfection/traitement sont stockés dans un local dédié aux matières dangereuses ou combustibles propre, ordonné et réservé à cet effet. Le local est fermé à clef et seul le personnel animalier est autorisé à y accéder.



<b>Type de suites proposées : Sans suite</b>
--

**N° 6 : Prévention des accidents et des pollutions**

<b>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 7</b>
--

<b>Thème(s) : Élevage, Propreté de l'installation</b>
---

<b>Prescription contrôlée :</b>
---------------------------------

L'ensemble de l'installation est maintenu propre et entretenu en permanence.

Les bâtiments d'activités sont construits en matériaux durs, résistants aux chocs, faciles à entretenir et à désinfecter.

Les sols et les murs des bâtiments d'activités sont nettoyés chaque jour et désinfectés régulièrement.

Les restes d'aliments non consommés sont collectés au moins deux fois par jour puis éliminés conformément à la réglementation en vigueur.

Dans le cas de l'utilisation de litière, celle-ci est entretenue de façon à ne pas provoquer de nuisances.

L'ensemble de la litière souillée par les déjections liquides et solides est enlevé chaque jour.

Les parcs d'ébat, de travail et d'élevage sont maintenus en bon état. Les déjections solides sont enlevées chaque jour.

<b>Constats :</b>
-------------------

L'ensemble de l'installation (bâtiments et parcs) est maintenu en bon état (propre et entretenu).

Toutefois, certains bâtiments d'activités ne sont pas construits avec un sol en matériaux durs facilitant l'entretien et la désinfection. En particulier, les locaux de quarantaine de l'infirmerie et des boxes dit temporaires selon l'exploitant qui sont en terre battue. Ces boxes temporaires ne sont pas sur les plans de l'exploitation et sont situés à différents endroits - à côté : des enclos pour chevaux, du terrain d'entraînement, des boxes fixes.

Il est demandé soit :

- de transmettre un porter à connaissance accompagné de la mise à jour du plan du site pour la réalisation de la mise aux normes de ces bâtiments (boxes sans sol constitué de matériaux durs - en particulier, les locaux de quarantaine de l'infirmerie et des boxes identifiés comme temporaires) ;

ou

- de cesser de les utiliser pour abriter des chiens.

<b>Type de suites proposées : Avec suites</b>
---

<b>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</b>
---

<b>Proposition de délais : 6 mois</b>
---------------------------------------

**N° 7 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles**

<b>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 11</b>
---

<b>Thème(s) : Risques accidentels, Stockages</b>
--

<b>Prescription contrôlée :</b>
---------------------------------

Stockages.

I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs

<p>suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</li> <li>• 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</li> </ul> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux équipements de stockage des effluents d'élevage et aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;</li> <li>• dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;</li> <li>• dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il a été constaté dans le local dédié au stockage de liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols, la présence de produits identifiés en bidon de 5L et 2L (Axis Hygienet NF ; Desogerme microchoc ; Desox vert ; Javel ; Isoprop anol pur ; Larvichoc) ainsi que des bidons non identifiés stockés à même les étagères et dans des cartons et non dans des bacs de rétentions étanches aux produits.</p> <p>Action corrective attendue : mise en place des bacs de rétention dans le local stockant les produits chimiques.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 15 jours</p>

#### N° 8 : Prélèvements et consommation d'eau

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 14</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Ouvrages de prélèvements</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé chaque semestre. Ces résultats sont portés sur un registre et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>En cas de raccordement sur un réseau public de distribution d'eau destinée à la consommation humaine ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de protection visant à prévenir d'éventuelles contaminations du réseau d'eau destinée à la consommation humaine par des effluents contaminés.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le prélèvement d'eau issu du forage est muni d'un dispositif de mesure totalisateur de la quantité d'eau prélevée.</p> <p>Le nouveau forage mis en place est équipé d'un dispositif de protection visant à prévenir d'éventuelles contaminations du réseau d'eau par des effluents contaminés.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 9 : Déchets et animaux morts

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 28</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Généralités</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p>



Les déchets produits par l'installation, notamment les emballages et les déchets de soins vétérinaires produits par l'installation, sont entreposés dans des conditions prévenant toute dégradation qui remettrait en cause leur valorisation ou élimination appropriée, et ne présentant pas de risque de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux de pluie, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas la capacité semestrielle produite ou, en cas de traitement externe, un lot normal d'expédition vers l'installation de traitement.

L'exploitant conserve pendant 10 ans l'attestation prévue à l'article D. 543-284 de ce même code ou la preuve de la valorisation de ces déchets par lui-même ou par une installation de valorisation à laquelle il a confié directement ses déchets.

Les déchets dangereux font l'objet d'un bordereau de suivi qui est conservé pendant 10 ans.

#### **Constats :**

Les déchets spécifiques liés au cabinet vétérinaire sont sous la gestion et le contrôle du vétérinaire du site. Ils sont collectés au sein du cabinet vétérinaire et enlevés par la société PACADEM liée par une Convention signée par les deux parties.

Les déchets cartons/bois/plastique/tissus sont localisés et stockés à un endroit bien spécifique. Toutefois il a été constaté un gros tas de déchets mélangés (bois ; plastique) devant les poubelles.

Les déchets liés directement à l'élevage (déjections) sont stockés dans une benne bleue située à proximité des anciens boxes. Il a été constaté un débordement de cette benne ainsi que des sacs et des déjections sur le sol bétonné.

Action corrective attendue : Évacuation des déchets et mise en l'état propre des emplacements servant à stocker les déchets.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

#### **N° 10 : Déchets et animaux morts**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 29

**Thème(s) :** Élevage, Animaux morts

#### **Prescription contrôlée :**

Les animaux morts sont entreposés, puis enlevés par l'équarrisseur ou éliminés selon les modalités prévues par le Code rural et de la pêche maritime.

En vue de leur enlèvement, les animaux morts sont placés dans des conteneurs étanches et fermés, de manipulation facile, disposés sur un emplacement séparé de toute autre activité et réservé à cet usage.

Dans l'attente de leur enlèvement, quand celui-ci est différé conformément aux modalités prévues par le Code rural et de la pêche maritime, sauf mortalité exceptionnelle, ils sont stockés à température négative dans un récipient étanche et fermé, destiné à ce seul usage et identifié.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les bons d'enlèvement pour l'équarrissage ou les certificats d'incinération.

#### **Constats :**

Les animaux morts sont entreposés dans un local fermé à clef séparé de tout autre activité et réservé à cet usage.

En vue de leur enlèvement par l'équarrisseur (la société SARIA), ils sont placés et emballés dans des sacs biodégradables dans des conteneurs étanches et fermés dont 3 congélateurs (1 de 300L et 2 de 250L) stockés à température négative destinés à ce seul usage.

Avant que le stockage n'atteigne sa limite de capacité maximum, la SPA Vauclusienne fait appel à la société SARIA pour l'enlèvement en convenant d'un jour d'enlèvement. Avant l'arrivée de l'équarrisseur, les cadavres sont transférés dans un bac d'équarrissage hermétique et fermé. Au jour de l'inspection il était propre et en parfait état.

Un bon d'enlèvement pour l'équarrissage est remis à chaque passage.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 11 : Surveillance des émissions

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 31

**Thème(s) :** Risques chroniques, Émissions dans l'eau

**Prescription contrôlée :**

Que les effluents soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective, une mesure est réalisée selon la fréquence indiquée dans le tableau ci-dessous pour les polluants énumérés ci-après, à partir d'un échantillon représentatif prélevé sur une durée de 24 heures.

DCO (sur effluent non décanté)	Semestrielle pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel
Matières en suspension totales	Semestrielle pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel
DBO <sub>5</sub> (*) (sur effluent non décanté)	Semestrielle pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel
Azote global	Semestrielle pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel
Phosphore total	Semestrielle pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel

*(\*) Pour la DBO<sub>5</sub>, la fréquence peut être moindre s'il est démontré que le suivi d'un autre paramètre est représentatif de ce polluant et lorsque la mesure de ce paramètre n'est pas nécessaire au suivi de la station d'épuration sur lequel le rejet est raccordé.*

Les résultats des mesures sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées. Pour les effluents raccordés, les mesures faites à une fréquence plus contraignante à la demande du gestionnaire de la station d'épuration sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

Les effluents sont raccordés à la station d'épuration collective. Aucun contrôle d'analyses par un laboratoire n'est réalisé par l'exploitant pour garantir le respect à la réglementation.

Il est demandé de réaliser des analyses par un laboratoire agréé par le ministère de l'environnement, sur une fréquence semestrielle, des composants suivants : le DCO, les matières

en suspension totales, le DBO5, l'Azote global et le Phosphore totale tels indiqués dans la prescription.

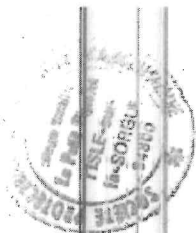
**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 2 mois

## Planche photographique associée à la visite d'inspection

N°1 : Effectif



ANIMAUX	AU 19/01/24	AU 06/06/24	AU 22/08/24	
CHATS	469 (10 FA)	449 (13 FA)	628 (47 FA)	
CHIENS	313 (23 FA)	328 (28 FA)	322 (33 FA)	
NACS	2	3 (1 FA)	3 (1 FA)	
EQUIDES	10 (2 FA)	12 (3 FA)	12 (3 FA)	
CAPRINS	17	18	17	
OVINS	5	5	5	
PORCINS	5	6	6	

FA = Famille d'accueil (animal non présent sur le site)

Registre animaux

N°6 : Prévention des accidents et des pollutions



IMG\_9005

IMG\_9017

N°7 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles



IMG\_9025



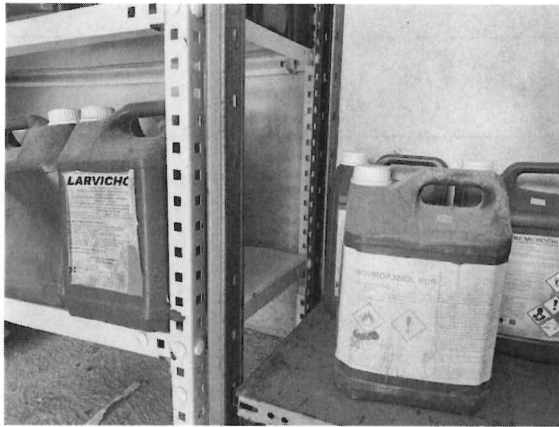
IMG\_9026



IMG\_9027



IMG\_9028



IMG\_9029



IMG\_9030

N°9 : Déchets et animaux morts



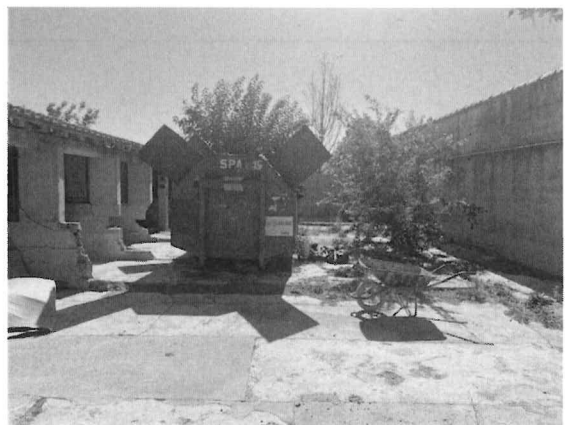
IMG\_8991



IMG\_9007



IMG\_9033



IMG\_8990